
NOUVELLES SUR LE COTON – 14 juin 2007

Les questions commerciales autour du sommet du G8

Il s'avère décidément bien difficile de briser l'inertie des négociations commerciales du cycle de Doha à l'OMC. Ce processus est actuellement abordé par deux biais, l'un technique et l'autre politique. Sur le front politique, le G8, qui représente les pays les plus riches de la planète, s'est réuni à Heiligendamm, en Allemagne, dans la semaine du 6 au 10 juin 2007. Si l'on veut être réaliste, c'est au niveau politique qu'il faut s'attendre à ce que les négociations sortent de l'inertie, car c'est là que les compromis peuvent être avalisés aux plus hauts niveaux, plutôt qu'au plan purement technique.

La Déclaration du G8

Dans le communiqué final du G8, le commerce arrive en neuvième place des neuf questions évoquées par le Sommet. Cette priorité, ou plutôt cette absence de priorité, laisse déjà augurer du contenu de sa déclaration d'une seule page, plutôt terne, consacrée au commerce, qui ne s'écarte guère de la rhétorique habituelle. Cette déclaration sur le commerce se fait l'écho des premiers paragraphes de la Déclaration de Doha de 2001 en exprimant un plein attachement au développement et à la dimension favorable aux pauvres du programme de Doha. Les dirigeants du G8 soulignent leur désir de parvenir à un 'accord ambitieux, équilibré et global sur le programme de développement de Doha' (on notera des termes empruntés de l'initiative sur le coton), et concluent notamment qu'en intensifiant les négociations, ils se fixent pour objectif d'achever le cycle de Doha avant la fin de 2007. A cette fin, le G8 reconnaît que le moment est venu de traduire l'engagement constant au niveau politique par des résultats tangibles. Il demande donc instamment aux Ministres du Commerce de proposer ce qu'il nomme un 'programme solide pour une négociation multilatérale' débouchant sur un accord sur les modalités dans les semaines à venir. Loin d'enjoindre aux Ministres du Commerce de procéder aux compromis requis, il adopte une approche plus douce en lançant un appel aux Membres de l'OMC

pour qu'ils fassent preuve de 'souplesse', allant de pair avec 'tous les efforts nécessaires' de la part des groupes de négociation à Genève pour parvenir à de réels progrès en temps utile.

Malgré ses affirmations opportunes mais prévisibles et déjà connues, le G8 n'a pas réussi à progresser avec suffisamment de diligence pour apporter une contribution politique au plus haut niveau, capable de briser l'actuelle inertie des négociations. Sa Déclaration est décevante parce qu'elle laisse passer une importante occasion de faire activement avancer le processus menant à la sortie de l'impasse.

L'environnement commercial entourant le Sommet du G8

Dans un discours prononcé le 31 mai 2007 devant le US Global Leadership Council, le Président Bush a pris, en prélude au Sommet imminent du G8, une position très favorable au commerce. Bush a indiqué que les nouvelles occasions commerciales étaient essentielles pour apporter le progrès et la prospérité aux 'nations en proie aux difficultés'. Bush a laissé entendre que l'administration américaine avait encore besoin de recevoir l'appui du Congrès pour adopter les plus récents accords de libre échange au titre de ce que l'on a appelé le 'compromis sur les normes du travail' conclu en mai avec les principaux Démocrates. Le Congrès a accepté une nouvelle politique commerciale qui s'appliquera aux ALE avec le Pérou, la Colombie, le Panama et la Corée du Sud; mais ces projets de lois n'ont pas encore été officiellement adoptés. Néanmoins, la question du renouvellement de l'autorité américaine pour la promotion du commerce (TPA) se posera avec acuité au mois de juin, puisque l'autorité actuelle vient à expiration à la fin du mois. L'entente conclue sur l'approbation des traités commerciaux bilatéraux donne un léger espoir qu'un compromis entre l'administration (républicaine) et le Congrès (démocrate) sur la TPA puisse se dessiner à l'horizon. Cela pourrait signifier que la prolongation générale de la TPA continuerait à être refusée, mais qu'une prolongation moins ambitieuse de la TPA actuelle pourrait être accordée, dans l'unique but d'achever les négociations de Doha.

Les nouvelles venant de l'UE sont plus préoccupantes: le Président français nouvellement élu, Nicolas Sarkozy, a également décidé de se lancer dans la

bataille de l'OMC à la veille du Sommet du G8. Sarkozy a endossé l'habit traditionnel du défenseur du protectionnisme français pour l'agriculture. Sarkozy a déclaré qu'à l'OMC, la France irait jusqu'à opposer son veto à tout accord qui ne satisferait pas à ses exigences sur l'agriculture. Ces exigences incluent la résurrection d'un principe des années 1960 appelé 'la préférence communautaire'. Cela signifie simplement que l'UE doit acheter en premier lieu les produits de l'UE. Malgré la connotation patriotique apparente de cette expression, ce type de dispositif constitue selon toute vraisemblance une subvention interdite à l'OMC. Cette interprétation se fonde d'ailleurs sur un avis de l'UE elle-même, puisque la Cour de justice européenne avait statué dès 1994 qu'il ne s'agissait pas d'un principe du droit de l'UE. Malgré tout, si l'on compare cette position à celle de Bush aux Etats-Unis, on voit que les lignes de démarcation entre les principales puissances semblent être tranchées.

Dans un processus parallèle, que l'on pourrait qualifier de plus important que le Sommet du G8, le sous-groupe de négociation, le G4, (Etats-Unis, UE, Inde et Brésil) s'est réuni très régulièrement, avec des succès mitigés mais encourageants. Nous observons que lorsque le G4 a tenté de lancer des propositions, de nombreuses voix parmi les Membres de l'OMC ont réagi aux idées avancées, ce qui signale la présence d'une dynamique de négociation porteuse à l'heure actuelle. L'initiative du G4 met en lumière la nécessité d'un accord entre les principaux acteurs, même si cela implique un travail difficile, mais possible, consistant à concilier un centre de gravité émergent avec les aspirations des autres Membres de l'OMC.

Position des pays en développement

Dans une réponse officielle au G8, des coalitions de pays en développement se sont réunies et ont réagi en tant que groupe unifié, probablement pour la toute première fois, le 11 juin. Les pays du G-20 ont accueilli la réunion à laquelle ont participé les coordinateurs du G-33, du groupe ACP, du Groupe des PMA, du Groupe africain, des Petites économies vulnérables (PEV), du C-4, du CARICOM et du NAMA-11. Ces Ministres et hauts fonctionnaires ont convenu que la fin de l'année 2007 était une date d'achèvement plausible pour le cycle, et ont souligné que le centre des négociations devait rester à Genève.

Ces groupes ont rappelé que l'agriculture est au cœur du cycle. Ils ont réclamé l'élimination de toutes les formes de subventions avant la date de 2013. Sur le soutien interne, ils ont confirmé que seul un chiffre 'proche de 13' serait acceptable de la part de pays développés, sans déplacement d'éléments perturbateurs vers la catégorie verte par le biais du « jonglage entre les catégories ». Sur l'accès aux marchés, ils ont convenu qu'un abaissement global de 54% pour les pays développés (36% au maximum pour les pays en développement) serait acceptable, en relevant le rôle crucial joué par les produits spéciaux et le mécanisme de sauvegarde spéciale. Ils ont également, et heureusement, souligné à nouveau que le mandat du coton devait être mené à bien de manière 'ambitieuse, rapide et spécifique'.

Conclusion

La semaine dernière, les 'grands acteurs' du monde développé ont eu l'occasion de donner un poids supplémentaire aux discussions de Doha. Le temps presse pour parvenir à une percée au niveau politique, requise pour accélérer une solution technique sous la forme de modalités concrètes, si l'on veut que le cycle de Doha puisse encore se conclure avant Noël 2007, date désormais jugée plausible par tous. Les dynamiques politiques internes à l'œuvre aux Etats-Unis et en Europe vont jouer un rôle fondamental dans les jours qui viennent. Le Sommet du G8 avait le potentiel de ne pas se contenter de réitérer prudemment les formules existantes de Doha et de faire œuvre de pionnier lors de la publication de sa déclaration finale, mais n'a, hélas, pas relevé ce défi. En revanche, ce qui constitue un gain significatif, c'est l'engagement politique de la part du monde développé, auquel les pays en développement ont réagi et qu'ils ont avalisé, selon lequel le cycle de Doha devra s'achever en 2007. La responsabilité retombe désormais sur les épaules des négociateurs de Genève, qui vont suivre de près les prochaines étapes de l'action du G4.

IDEAS Centre offre des services de conseils de politique générale aux gouvernements des pays en développement et en transition dans les domaines du commerce international, du développement et de la gouvernance

économique. IDEAS Centre aide les pays à faibles revenus à défendre leurs intérêts commerciaux et ainsi à mettre à profit leur appartenance à l'OMC d'une manière favorable à leur développement.

Nos précédents bulletins sont accessibles sur notre site: www.ideascentre.ch

IDEAS Centre, 10, rue de l'Arquebuse, 1204 Genève, Suisse
T +41 22 807 17 40, F +41 22 807 17 41